

LA LIBERTE D'ENSEIGNEMENT

L'enseignement contribue à façonner les esprits. Il a vocation à forger les opinions publiques et il est donc pris par le politique comme quelque chose essentiel.

Trois conceptions s'opposent historiquement. On distingue ainsi :

- Ceux qui prônent un monopole étatique de l'enseignement. seul l'État est apte à diffuser les valeurs de la République.
- Ceux qui revendiquent que l'état doit laisser le monopole de l'enseignement au secteur privé pour se préserver de propager une idéologie officielle. Ils sont de sensibilité libérale : John Stuart Mill en Grande-Bretagne au 19^{ème} siècle et Condorcet : une éducation publique issue de l'État deviendrait contraire au principe de l'indépendance des opinions.
- Ceux qui prônent la coexistence secteur privé-public, accompagnée de la liberté du choix des parents dans le type d'enseignement qu'ils préfèrent pour leurs enfants.

L'histoire en France s'organise autour de ces thèses opposées.

Sous l'Ancien Régime, il n'y a pas de liberté d'enseignement : l'Église catholique à la responsabilité de l'enseignement primaire, l'État contrôle l'enseignement secondaire et supérieur à travers les Universités.

A la Révolution, la DDHC de 1789 n'énonce pas la liberté d'enseignement comme une liberté essentielle, pour deux raisons :

- La liberté d'enseignement est une illustration d'autres libertés jugées plus importantes : en tant que liberté de pensée, la liberté d'enseignement apparaît comme une simple expression de la liberté de conscience.
- Elle n'est qu'une manifestation des libertés d'opinion et de communication proclamées aux articles 10 et 11 de la Déclaration.

La Révolution Française ouvre la voie à une expérience malheureuse. La Constitution de 1791 a voulu instauré une instruction commune à tous les citoyens (monopole de l'État) mais c'est un échec et la Convention affirme, en 1793, la liberté de l'enseignement primaire.

Le Directoire étend la liberté à l'enseignement secondaire.

On assiste ainsi à la création d'écoles publiques et privées.

Après la Révolution, le débat entre les tenants du secteur privé et du secteur public perdure et Napoléon restaure un monopole d'état en créant l'université impériale, placée sous l'autorité du Grand Maître de l'Université. Organisation appliquant le modèle militaire.

Il faut attendre le milieu du 19^e siècle pour que la liberté de l'enseignement s'affirme par le biais du législateur.

Trois lois essentielles sont à retenir :

- **Loi Guisot** du 28 juin **1833** qui affirme le **principe de la liberté de l'enseignement primaire**. Les écoles privées sont donc tolérées au côtés des écoles publiques.
- **Loi Falloux** du 15 mars **1850** : extension de la **liberté de l'enseignement au secondaire** et prévoit le financement public aux écoles privées (ne pouvant dépasser 10%. Ce taux fut remis en cause par François Bayroux, en vue de l'augmenter. Ce fut un échec)

- **Loi Dupanloux** (évêque d'Orléans) du 18 juillet **1875** qui **étend la liberté de l'enseignement à l'enseignement supérieur**.

Après ces 3 lois la liberté de l'enseignement est acquise : elle est écrite dans la loi.
Pour autant cette liberté n'est pas synonyme de paix scolaire et les affrontements perdurent.

Les **grandes lois laïques du Jules Ferry de 1881 et 1882** ainsi que la loi de séparation de l'Eglise et de l'État du 9 décembre 1905, mettant fin au concordat, vont marquer de manière durable pendant plus d'un siècle (jusqu'à aujourd'hui) l'opposition entre l'école privé et publique. L'école a été et reste encore le lieu d'affrontement politique majeur.

Depuis le milieu du 20^e siècle jusqu'à aujourd'hui, différentes tentatives gouvernementales et législatives illustrent ces oppositions politiques :

- Une grande loi a cadre jusqu'à aujourd'hui l'enseignement. C'est la loi Debré de 1959 fixant les rapports entre l'État et l'enseignement privé.
- La loi de décentralisation de 1983 qui transfère les charges et compétences des écoles, lycées et universités, aux collectivités territoriales, tant pour l'enseignement public que privé.

La liberté de l'enseignement n'est pas inscrite dans la Constitution ni dans la DDHC. Elle a pourtant acquis une valeur constitutionnelle, par une décision du Conseil constitutionnel du 23 novembre 1977. Dans cette décision, le Conseil décide que « Le principe de la liberté de l'enseignement (...) constitue l'un des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, réaffirmés par le Préambule de la Constitution de 1946 et auxquels la Constitution de 1958 a conféré valeur constitutionnelle ».

Il a ensuite réaffirmé sa position par une autre décision en 1984 :

En 1984, le gouvernement de Pierre Mauroy et son ministre de l'Education nationale A. Savary ont voulu mettre en place un *grand service public de l'éducation unifié et laïc*. Pour les tenants de l'enseignement privé, ce choix remettait en cause le principe de la liberté de l'enseignement.

A la suite d'une opposition des défenseurs de l'enseignement privé, le gouvernement a retiré son projet de loi.

En 1994, le gouvernement d'Édouard Balladur et son ministre de l'Éducation Nationale, François Bayrou ont envisagé une réforme de la loi Falloux, qui limitait à 10% les subventions d'investissement susceptibles d'être accordées par les collectivités locales aux institutions privées. En raison de la forte réaction hostile des défenseurs de l'école publique (qui avançaient une atteinte à la liberté et à l'égalité de l'enseignement), le projet de loi fut retiré.

Suite à un accord entre le Ministre Jacques Lang (l'accord Lang-Clouet de 1992), les futurs enseignants du secteur privé doivent être recrutés par un concours équivalent au CAPES. Par cette unification de l'accès à l'enseignement, la distinction école privé / école publique s'est quelque peu réduite.

Au plan international, on retient deux textes fondamentaux :

1) la DUDHC de 1948 : le droit à l'éducation participe au renforcement de la protection des droits et des libertés. Au terme de cette déclaration, « toute personne a droit à l'éducation ; l'éducation doit être gratuite au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et le professionnel doivent être généralisés. L'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite ».

2) l'article 2 du 1^{er} protocole additionnel à la CEDH :

Article 2 Droit à l'instruction

Nul ne peut se voir refuser le **droit à l'instruction**. L'État, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, **respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques**.

Apparaissent deux grands principes :

- Laïcité liée à la neutralité
- Liberté de pensée

SECTION 1 l'instruction est un droit et une obligation

§1 : un droit

Le droit est un droit de créance de l'individu sur l'État.

Le préambule de la Constitution de 1946 dispose que « L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ».

Ce droit est reconnu par le préambule de la Constitution de 1946 qui édicte que « la Nation garantit l'accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. ». Cette disposition permet de considérer que ce droit à l'instruction est un droit à valeur constitutionnel.

Il est aussi reconnu par le 1^{er} protocole additionnel de la CEDH. « Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction ».

Le droit à l'instruction acquiert donc une protection supra nationale et il est reconnu aux enfants, comme aux adultes.

La loi du 24 janvier 1984 reconnaît le droit à la formation permanente dans les universités. Par conséquent, la France aussi reconnaît un droit à l'instruction tant aux enfants qu'aux adultes.

§2 : une obligation

Afin de faciliter le respect de cette obligation les grandes lois républicaines ont institué, en France quatre caractères principaux :

- il est public,
- laïc,
- gratuit,
- et obligatoire pour les enfants de 6 à 11 ans.

L'origine de ces caractères remonte aux lois républicaines de 1881 et 1882 (lois Ferry).

La première instaure la gratuité de l'enseignement primaire et celle de 1882 affirme l'existence d'un enseignement laïc et obligatoire.

En 1882, l'instruction n'est obligatoire que pour les enfants de 6 à 11 ans et il a fallu attendre la loi Debré de 1959 pour étendre l'instruction obligatoire jusqu'à 16 ans, dans le secteur public et privé.

C'est l'instruction qui est obligatoire et non la fréquentation d'un établissement scolaire.

Il est donc parfaitement légal qu'une personne responsable d'un enfant lui donne un enseignement scolaire comme de suivre un enseignement par correspondance.

Ce droit à suivre un enseignement en dehors d'un établissement scolaire a été affirmé par la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Toutefois la Convention Internationale des droits de l'enfant de l'ONU en 1989 manifeste une certaine méfiance envers une instruction dispensée en dehors du système scolaire. La convention considère en effet que l'éducation doit favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et que, pour cela, il est préférable que celui-ci soit scolarisé.

En cas de non respect de cette obligation de fournir une instruction, la France prévoit des sanctions pénales pour les parents. En outre, les allocations familiales peuvent être supprimées.

SECTION 2 la liberté de l'enseignement public

Deux grands principes constitutionnels régissent en France la coexistence d'écoles publiques et privées :

- C'est un devoir de l'État, qui doit d'organiser un enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés.

- Il doit en outre, assurer la liberté de l'enseignement laquelle est reconnue comme un des PFRLR.

L'instruction peut être dispensée dans un établissement public, lieu de liberté, de neutralité et gratuit.

§1 : la neutralité de l'enseignement public

C'est le fondement juridique de la laïcité en France.

Selon Jospin à l'époque ministre de l'éducation : « la neutralité, c'est le refus des propagandes idéologiques et religieuses ».

Dans l'enseignement, la *neutralité* s'appelle la *laïcité*.

Elle signifie que l'école ne privilégie aucune doctrine. Elle a pour devoir de transmettre à l'élève des connaissances et des méthodes pour lui permettre d'exercer librement ses choix.

Sur un plan juridique, la neutralité de l'enseignement public est garantie par la loi Debré du 31 décembre 1959. Selon cette loi, « l'État assure aux enfants et aux adolescents, dans les établissements publics, la possibilité de recevoir un enseignement conforme à leurs aptitudes dans un égal respect de toutes leurs croyances ».

Au delà de ce principe, l'article 1^{er} de la Constitution de 1958 affirme que « la France respecte toutes les croyances. La France est une République indivisible laïque démocratique et sociale, elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction de race ou de religion.

Elle respecte toutes les croyances. »

Enfin, le Protocole de 1946 impose à l'État d'organiser un enseignement laïc.

Ainsi l'un des aspects de la laïcité, pourrait être la neutralité à l'égard des religions.

La neutralité a des conséquences pour les enseignants et les élèves, notamment concernant leurs libertés religieuses.

- **A/ la neutralité pour les enseignants**

1) pour l'enseignement primaire et secondaire

- Avant les grandes lois de 1833, les ecclésiastiques ne peuvent accéder à certains emplois d'enseignant. La loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation des enseignements primaires : les E d'enseignement primaires peuvent être publics ou privés. Dans les établissements publics, l'enseignement est exclusivement confié à un personnel laïc.

Dans le primaire, la loi de 1886 dispose qu'il est exclu de confier l'enseignement à un personnel non laïc. Dans le secondaire, le ministre peut refuser aux ecclésiastiques la possibilité de passer le concours de l'agrégation de philosophie, mais cela n'a pas été transposé à d'autres disciplines. Sauf Alsace Moselle sous loi Falloux et législation allemande.

Cf fiche jurisprudence citée LP8 :

10 mai 1912 « Abbé Bouteyre », le Conseil d'État valide la décision du ministre qui avait refusé l'admission à l'agrégation d'un religieux :

L'abbé Bouteyre avait déféré « au Conseil annuler pour excès de pouvoir une **décision** notifiée au requérant le 8 juin 1911, **par laquelle le ministre de l'instruction publique a refusé de l'admettre à prendre part au concours de l'agrégation de philosophie** de l'enseignement secondaire qui a été ouvert en 1911, à raison de sa qualité de prêtre de l'église catholique

Considérant que l'agrégation a été instituée exclusivement en vue du recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire public ; qu'elle ne confère pas aux agrégés un grade universitaire, mais un titre d'ordre professionnel, dont l'objet est d'assurer aux maîtres, qui l'ont obtenu après concours, des avantages particuliers dans la carrière de l'enseignement public ; que les textes précités ont donc pu légalement, étant donné ce caractère de l'agrégation, ne pas la rendre accessible à tous, mais la réserver aux candidats agréés par le ministre, chef responsable du service de l'enseignement secondaire public

Qu'en refusant, par la décision attaquée, d'admettre le requérant à prendre part au concours d'agrégation de philosophie, le ministre de l'Instruction publique n'a fait qu'user à l'égard de ce candidat, dans l'intérêt du service placé sous son autorité, du droit d'appréciation qui lui a été réservé par le décret du 10 avril 1852 (instituant l'agrégation). »

et Tribunal administratif de Paris 7 juillet 1970 Spagnol, admettant qu'un ecclésiastique puisse se présenter à un concours d'agrégation de langues¹.

L'État instituera d'ailleurs un jour de congé hebdomadaire, le jeudi, puis le mercredi pour que les parents puissent dispenser un enseignement religieux à leurs enfants.

Une circulaire de Jospin de 1989 a rappelé aux enseignants qu'il leur était interdit d'influencer les enfants par des prises de positions philosophique ou religieuse, sous peine de sanctions.

La sanction : responsabilité pour faute. Toutefois, on admet que la neutralité absolue n'existe pas. Cela, dans la limite où l'on doit admettre que l'enseignement ne peut occulter les convictions personnelles de l'enseignant.

La circulaire précisait aussi que l'instruction civile a pour objet d'inculquer le minimum de valeurs éthiques et politiques que l'État juge indispensables à la vie sociale dans une démocratie.

Le ministre justifiait cet engagement de l'État en affirmant que la neutralité n'est pas pour autant l'absence de valeur. Ce faisant, il autorisa de SOS racisme à organiser une semaine contre le racisme dans les écoles.

Dans les établissements secondaires, l'exigence de laïcité est moins stricte.

La présence d'aumôneries est obligatoires si l'établissement secondaire possède un internat, dans les autres établissements, une autorisation administrative est nécessaire.

La règle est de ne pas entraver la pratique religieuse.

Le financement de l'aumônerie reste à la charge des familles.

2) pour les enseignants du supérieur

Il n'y a pas d'obligation de neutralité : Les étudiants sont considérés comme étant en âge de porter un regard critique sur les opinions émises par leurs enseignants.

Les universitaires et les chercheurs jouissent d'une grande liberté d'expression. Et la loi du 26 janvier 1984 relative à l'enseignement supérieur dispose que :

« Les enseignants ou chercheurs jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression, dans l'exercice de leur fonction d'enseignement et dans leur activité de recherche sous les réserves que leur impose les principes d'objectivité. »

¹ Cf : documents complémentaires : LP8 liberté de croyance pratique religieuse JSP.pdf, qui décrit la définition jurisprudentielle de la notion de la liberté de conscience des agents publics, autour de deux objets :

l'appartenance religieuse des agents publics (se référant aux arrêts Demoiselle Weiss, CE 28 avril 1938 [sanction par le Conseil d'État d'une sanction disciplinaire fondée sur l'appartenance religieuse de l'enseignant],

Demoiselle Beis, CE 25 juillet 1939 [le Conseil d'État censure l'administration qui avait rejeté une candidature, dont le dossier révélait une formation issue d'établissement confessionnel], Demoiselle Pasteau, CE 8 décembre 1948 [Le Conseil d'État annule le licenciement d'une enseignante fondé exclusivement sur ses croyances religieuses] et le recrutement d'ecclésiastiques dans l'enseignement public (se référant aux jurisprudences *Abbé Bouteyre* et *Spagnol*).

Le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique économique, religieuse ou idéologique. Il tend à l'objectivité des savoirs. Il respecte la liberté d'opinion. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leur possibilité de libre développement scientifique, créateur et critique.

L'indépendance des enseignants de l'enseignement supérieur est un PFRLR depuis la décision du Conseil Constitutionnel du 20 janvier 1984.

18. Considérant que, selon les termes de l'article 3 de la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel : "Le service public de l'enseignement supérieur est laïc et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objectivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique" ;

19. Considérant dès lors que, par leur nature même, les fonctions d'enseignement et de recherche non seulement permettent mais demandent, dans l'intérêt même du service, que la libre expression et l'indépendance des personnels soient garanties par les dispositions qui leur sont applicables ; que l'article 57 de la loi fait, dans leur principe, droit à ces exigences en disposant : "Les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et dans leurs activités de recherche, sous les réserves que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions de la présente loi, les principes de tolérance et d'objectivité" ;

20. Considérant qu'en ce qui concerne les professeurs, (...), la garantie de l'indépendance résulte en outre d'un principe fondamental reconnu par les lois de la République (...)

- **B/ la neutralité pour les élèves**

La neutralité de l'enseignement public emporte des droits et des obligations.

1) les droits

C'est le droit pour tout élève à accéder à un enseignement public indépendamment de ses idées, croyances ou religion.

Droit d'obtenir des ouvrages respectueux de la neutralité de l'enseignement

Droit à voir respecter ses convictions personnelles, tant de la part des autres élèves que des enseignants.

2) Les obligations

La liberté de l'enseignement ne peut s'exercer au sein des établissements scolaires, qu'à la condition de ne pas porter atteinte à la **neutralité de l'enseignement public**.

Illustration : un décret de 1991 reconnaît aux lycéens la liberté d'association et aux lycéens et collégiens celle d'expression et de réunion.

Mais cette liberté n'est pas absolue. Elle est subordonnée au respect de la neutralité à l'intérieur des établissements.

Son respect leur interdit d'avoir un objet ou une activité de caractère politique ou religieux.

Dans le cadre de l'enseignement supérieur, les étudiants jouissent d'une grande liberté d'information, d'expression et d'association.

- **C / la difficile conciliation entre la neutralité de l'enseignement public et le libre exercice de la liberté religieuse**

La neutralité de l'enseignement public ne signifie pas que l'on ne doit pas tenir compte de l'opinion ou de la croyance religieuse. Puisqu'il est laïc, l'enseignement public doit **s'abstenir de prendre parti** à l'égard des religions, mais doit **respecter les opinions religieuses** des élèves.

En pratique, cette conciliation est difficile à réaliser. Si l'on peut considérer comme résolu le principe du respect de la liberté cultuelle des élèves, la question du port de signes d'appartenance religieuse des élèves fréquentant des établissements publics demeure.

1) Un problème résolu : le respect de la liberté cultuelle des élèves

L'enseignement public est organisé de façon à permettre aux élèves d'exercer leur culte librement. Confirmation dans la loi Debré : l'État « prend toute disponibilité pour assurer aux élèves de l'enseignement public la liberté des cultes et de l'instruction religieuse ».

La loi Ferry de 1882 oblige les écoles publiques à supprimer, outre le dimanche, un autre jour par semaine pour permettre aux parents de donner une éducation religieuse à leurs enfants.

Les établissements scolaires doivent accorder des autorisations d'absences exceptionnelles pour les fêtes juives et musulmanes. Mais il ne peut pas y avoir d'automatisme. Exemple : si incompatible avec le suivi d'une scolarité normale (trop souvent) ou perturbant la scolarité (si trop d'élèves absents).

Présence d'aumônerie dans le secondaire.

On peut conclure que la liberté cultuelle est convenablement garantie.

2) un problème non résolu : le port des signes d'appartenance religieuse dans les établissements publics par les élèves et les enseignants.

Le port du voile, qui reflète parfois une volonté d'appartenance religieuse, peut être aussi parfois l'expression d'une certaine idée de la place de la femme dans la société.

Mais la question du voile n'est qu'un des aspects des problèmes que rencontrent les écoles du fait de pratiques religieuses : absentéisme, refus d'assister à certains enseignements et contestation du contenu des cours.

L'école, qui était un milieu protégé encore en 1990, est devenue un lieu où s'expriment les tensions et les difficultés de notre société : les incivilités, la violence, les actes ou propos racistes, le prosélytisme en toute genre.

S'il est acquis que l'enseignement public doit s'adapter pour permettre à l'élève d'exercer son culte, on pouvait se demander dans quelle mesure l'élève pouvait manifester son appartenance religieuse par le port d'insignes religieux.

Est-ce que le port d'insignes peut atteindre le principe de neutralité ?

Dans le supérieur, la réponse est claire : c'est admis, les étudiants étant considérés comme matures.

Mais dans les écoles, collèges et lycées ? La position du législateur est plus incertaine : la liberté suggérée par un avis du conseil d'Etat du 27 novembre 1989, interprétée par la circulaire Jospin la même année. Elle-même interprétée par une circulaire de Bayrou.

A l'origine de l'avis, l'affaire du foulard du foulard islamique...

Les faits : 3 jeunes magrébines scolarisées dans un collège de Creil avaient manifesté leur volonté de porter le voile dans leur établissement et pendant les cours. Jugeant cette attitude contraire à la laïcité, le principal leur avait interdit l'accès au cours. Grand émoi... Lionel Jospin avait alors consulté le Conseil d'Etat, qui avait rendu alors un avis. Suivi de 2 Circulaires (une de Lionel Jospin l'autre de François Bayrou).

Dans son avis, le Conseil d'Etat tente de concilier la liberté de manifester sa religion (article 9 de la DUDH) et la laïcité de l'enseignement public.

Le Conseil d'Etat affirme le droit de manifester une croyance religieuse à l'intérieur de leur établissement. Et il reconnaît aux élèves un droit de porter des signes religieux.

Toutefois trois limites sont posées à ce droit :

- le droit ne doit pas être utilisé pour ne pas suivre les cours (notamment les cours de sport).
- le port de signe d'appartenance religieuse ne doit pas être un acte de provocation ou de prosélytisme, ni ne doit troubler le fonctionnement du service public (on craignait que les établissements considèrent que le port du voile constitue un trouble ; cf pour l'EPS et les TP en labo de physique dangerosité des manipulations). On craignait à l'époque que le simple fait de porter un voile constituerait un trouble à la fois pour l'enseignement et pour les autres élèves.
- le droit ne doit pas faire obstacle à l'accomplissement des missions dévolues au législateur de dispenser l'enseignement.

Le Conseil d'Etat renvoie aux établissements scolaires le soin de fixer les modalités de l'exercice de ce droit en tenant compte de la situation particulière de chaque établissement :

inspecteurs d'académie et proviseurs des lycées et collèges doivent fixer les modalités d'application en tenant compte des circonstances particulières propres à l'établissement. La méconnaissance par un élève du règlement intérieur sur les signes distinctifs peut constituer une faute disciplinaire de nature à justifier son exclusion de l'établissement. L'avis du Conseil d'État est respectueux de la neutralité religieuse, mais l'imprécision des trois limites risque d'amener des laxismes ou des restrictions à la neutralité. Les deux circulaires ont été vers une plus grande restriction du droit de manifester son appartenance religieuse :

Si l'enfant maintient son envie de le manifester, un dialogue doit s'instaurer.

Selon la circulaire Jospin, lorsque dans un établissement un conflit surgit à ce sujet, le dialogue doit être immédiatement engagé entre l'élève, ses parents et la direction de l'établissement afin que, dans l'intérêt de l'élève et dans un souci de bon fonctionnement de l'établissement scolaire, l'élève renonce à porter le signe religieux.

La circulaire Bayrou de 1994 confirme cette interprétation.

Le Conseil d'État « Kherouah » de 1992 a par la suite annulé de nombreuses exclusions injustifiées car fondées sur des règlements intérieurs intolérants.

La CEDH pourrait condamner cette position intransigeante, car si elle admet qu'il soit fait interdiction à une enseignante de porter un voile, c'est en raison du bas âge des enfants et du principe d'égalité des sexes.

La conception stricte de la laïcité permet de reconnaître le droit de porter des signes religieux à condition qu'ils soient discrets.

L'avis du Conseil d'État n'a pas été assez précis => voie ouverte à des pratiques restrictives de la liberté des enseignants (Deux arrêts d'Assemblée du 15/04/1995 « Kohen » et « Consistoire des Israélites de France » - respect de l'OP dans l'établissement et obligation d'assiduité des établissements. Et de 2000 condamnant un enseignant pour manquement à ses obligations car arborait un signe religieux).

Face à l'imprécision de l'Avis du Conseil d'État, une loi du 15 mars 2004 (L 141-5-1 du code de l'éducation), encadre le port des signes religieux à l'école aux collèges et lycées. Elle est entrée en vigueur depuis septembre 2004.

Article L141-5-1

Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Le règlement intérieur rappelle que la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire est précédée d'un dialogue avec l'élève.

Ses apports :

- Est interdit le port de signe et de tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse. Tel qu'un signe qui fait immédiatement apparaître l'appartenance religieuse, comme un voile, une kippa ou une croix de dimension excessive. Il est interdit aux élèves de refuser une tenue de sport pour des raisons religieuses (idem pour les classes préparatoires et les BTS). Pas de modification pour les règles applicables aux agents publics de l'éducation. Soumis au devoir de neutralité.
- Possibilité de porter des signes discrets.
- L'interdiction ne s'applique pas aux parents ni aux candidats qui passent un concours ou une épreuve. Mais ils ne doivent entraver le bon déroulement de l'épreuve.

Au-delà du port d'un signe, l'élève ne peut s'opposer à un enseignement ni à l'enseignant sous prétexte d'une appartenance.

L'absentéisme est interdit mais des autorisations d'absence sont possibles : pour des fêtes publiées au bulletin officiel.

Article L 145-5-1 alinéa 2 : en cas d'opposition de l'élève au principe de neutralité, le directeur de l'établissement doit engager un dialogue avec aussi ses parents pour le conduire à ne pas continuer de manifester ainsi son appartenance religieuse.

Pas de dérogation possible aux règles d'hygiène et de sécurité.

Pas d'examen pendant les grandes fêtes religieuses. Absences autorisées si non systématiques et prolongées. La liste de ces fêtes est publiée.

Ces circulaires mettent l'accent sur le dialogue devant conduire à une renonciation au port du signe sous peine d'exclusion.

§2 : la gratuité de l'enseignement public

Depuis 16 juin 1881 (pour les écoles primaires) et le 31 mai 1933 (pour l'enseignement secondaire).

De plus, la constitution de 1946 le rappelle.

Car l'instruction est obligatoire. Il faut donc permettre à tous d'y avoir accès.

En pratique, ce principe n'est pleinement respecté que dans le primaire.

Sinon, il y a des frais pour acquérir les livres dans le secondaire et droits d'inscription, dans le supérieur.

Depuis la loi de décentralisation de 1983 :

- les communes se chargent du financement des écoles,
- les départements, des collèges
- les régions, des lycées,
- l'État, des universités.

§3 : le rôle de l'État dans l'enseignement public

Le rôle de l'État est exercé par le Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur et la Recherche : l'État gardant ainsi une *haute* main sur l'enseignement.

L'instruction étant considérée comme un des ciments de la nation et un des garants de l'égalité républicaine.

Les lois de décentralisation de 82, 83 et 84 disposent que l'État conserve la responsabilité du service public de l'enseignement : en conséquence, il conserve le contrôle du contenu et de l'organisation de l'action éducatrice ainsi que de la gestion des personnels et des établissements qui y concourent.

L'État est responsable (directement ou par le biais des collectivités locales) de la carrière des enseignants, de leur recrutement, du contenu des enseignements, de la délivrance des diplômes et de la collation des grades, de l'organisation des cursus scolaires et universitaires, ainsi que de l'attribution de bourses et actions sociales scolaires et universitaires.

SECTION 3 la liberté de l'enseignement privé et son financement

Elle est une illustration de la liberté d'entreprendre : c'est le droit de créer et de faire fonctionner un établissement privé. Permettant aux familles de disposer d'un choix pour l'instruction des enfants entre enseignement public et enseignement privé.

C'est aussi une manifestation du pluralisme démocratique. En France, l'enseignement privé est catholique à 90% et 1 élève sur 4 est inscrit en enseignement privé.

La loi Debré reconnaît que : « l'État proclame et respecte la liberté de l'enseignement et en garantit l'exercice aux établissements privés régulièrement ouverts ».

§1 : le droit de créer et de faire fonctionner un établissement privé

- **A / le droit de créer un établissement privé**

Toute personne peut en créer un établissement si elle remplit 3 conditions :

- Moralité (absence de condamnation pour faits déshonorants),
 - Age : avoir au moins 21 ans pour ouvrir une école primaire et 25 ans pour un secondaire,
 - Être titulaire du bac, pour le primaire et d'une licence pour le secondaire,
 - Condition administrative, il faut une déclaration préalable faite au maire et à l'inspecteur d'académie pour le primaire ;Au recteur pour le secondaire.
- Il est donc assez facile d'ouvrir une école.

• **B / Fonctionnement :**

C'est le *droit de choisir les méthodes* d'enseignement.

Les lois de 1959 et 1986 disposent que les directeurs sont entièrement libres dans le choix des programmes. En réalité, il existe des limites, que ces établissements soient ou non, sous contrat avec l'État.

On rencontre les contrats «simples » ou ceux « d'association » :

- Les établissements hors contrat sont très libres quant aux méthodes et programmes. La limite : la morale, la Constitution et les lois qu'il faut respecter.

Les établissements sous contrat ont une marge de manœuvre plus étroite, dans la mesure où ces établissements acceptent l'aide financière de l'État. En contrepartie, doivent aligner leurs programmes et horaires avec l'enseignement public.

- Sous contrat simple : le directeur recrute lui-même les enseignants (il est l'employeur) lesquels doivent posséder des diplômes équivalents à ceux de l'enseignement public.

- Sous contrat d'association : l'État est employeur et les enseignants sont considérés comme des agents publics contractuels. Ils sont recrutés avec l'accord du chef de l'établissement. Les enseignants sont astreints à une obligation de réserve.

Depuis 1980, ne peuvent + délivrer de diplôme dépourvu de caractère officiel et collation des grades.

L'État a le monopole des diplômes nationaux.

§2 : l'aide financière publique aux établissements d'établissement privé

Le financement public de l'enseignement privé est le point qui a historiquement soulevé le plus de controverses : les laïques contestaient traditionnellement l'attribution de l'argent public aux écoles confessionnelles au nom de la séparation des églises et de l'État de 1905. La loi Debré, autorise le financement public des établissements privés. Ainsi, dans le cadre des divers contrats, l'État prend à sa charge la rémunération des enseignants et les frais de fonctionnement.

Les Etablissements sous contrat doivent respecter trois obligations :

- Accueil de tous les élèves sans discrimination religieuse,
- Respect de liberté de conscience,
- Rigueur pédagogique et financière.

Dans le cadre des lois de décentralisation le Conseil Constitutionnel a rendu une décision en 1984, relative à l'aide financière de l'État et rappelant qu'elle constitue une obligation de caractère constitutionnel.

Cette aide est une des conditions essentielles de la liberté d'enseignement.

Si l'État est responsable de l'ensemble du système éducatif, les lois de décentralisation ont transféré certaines compétences aux Collectivités Territoriales, en application du principe des compétences partagées.

Deux types d'aides :

- De l'État : la loi Debré propose aux établissements privés de choisir entre 3 statuts (contrat simple, d'association et hors contrat).
- Des collectivités locales : on doit distinguer la prise en charge de dépenses d'investissement et de fonctionnement.
 - Pour les dépenses d'investissement :
 - Pour le primaire, les communes ont l'interdiction de prendre en charge les dépenses d'investissement.
 - Pour le secondaire, les départements peuvent les prendre en charge, à hauteur de 10%.
 - Pour le supérieur, les collectivités locales sont libres.
 - Concernant les dépenses de fonctionnement :
 - Les communes ont l'obligation de les prendre totalement en charge pour les écoles.
 - Dans le secondaire, elles sont réparties entre l'État et le département pour les collèges et entre l'État et les régions pour les lycées.

Nature des dépenses de fonctionnement :

- Les écoles :

Les communes recrutent rémunèrent et gèrent la carrière des personnels non-enseignants.

Le maire fixe les horaires d'ouverture et de fermeture de l'école.

- Les collèges :

Les Conseils Généraux ont en charge la construction la rénovation les dépenses d'entretien et de renouvellement pour les collèges.

Ils sont aussi en charge de l'organisation et du financement des transports scolaires.

- Pour les lycées : les Cons Régionaux.

Le contrôle de l'État sur les établissements privés est relativement important, pas tant au regard du financement mais surtout au regard du contenu de l'enseignement et du recrutement des enseignants.

Si les affrontements n'apparaissent plus aujourd'hui, et si principe de la liberté religieuse et philosophique est affirmé dans tous les établissements publics et privés, le financement, qui permet l'égalité de tous devant l'éducation pourrait être le seul nouveau déclencheur d'une « guerre scolaire ».